

Burundi : l'Union européenne lève ses sanctions

RFI, 09/02/2022 C'est officiel : après plusieurs mois de dialogue politique entre l'Union européenne et le Burundi, Bruxelles a mis fin hier, mardi 8 février, à ses sanctions budgétaires contre le gouvernement du Burundi. Officiellement, cette décision a été prise pour les progrès observés dans le pays, même si l'organisation européenne reconnaît qu'il reste encore des défis à relever.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Ces sanctions avaient été prises en 2016, au plus fort des violences nées de la décision du président de l'époque aujourd'hui défunt, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat. A l'époque, l'Union européenne et ses pays membres avaient sanctionné le gouvernement du Burundi notamment pour son rôle dans les graves violations des droits de l'homme alors en cours dans le pays. Six ans après, le Conseil de l'Union européenne a décidé ce mardi d'y mettre fin et de reprendre son soutien budgétaire au gouvernement burundais pour saluer « un processus politique pacifique qui a débüté avec les élections générales de mai 2020 ». Ces élections qui ont porté au pouvoir le général Ndayishimiye au pouvoir, ont ouvert selon l'UE, « une nouvelle fenêtre d'espoir pour la population burundaise », ... même si elle reconnaît que « des défis persistants subsistent encore dans les domaines des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, de la réconciliation et de l'état de droit ». Cette décision qui était attendue impatiemment par Gitega depuis des mois a été saluée plutôt sobrement par les plus hautes autorités burundaises. Le ton est plus enthousiaste chez les simples Burundais qui espèrent que l'appui budgétaire européen va les aider à sortir de la grave crise économique dans laquelle le pays est plongé. Du côté des ONG, c'est la consternation. Human Right Watch a ainsi fustigé dans un communiqué rendu public quelques heures avant cette annonce, le choix des Etats-Unis, - qui ont levé leurs sanctions contre le Burundi en novembre 2021 - et de l'Union européenne, de fermer les yeux devant « l'oppression brutale » qui se poursuit dit-elle, dans le pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});